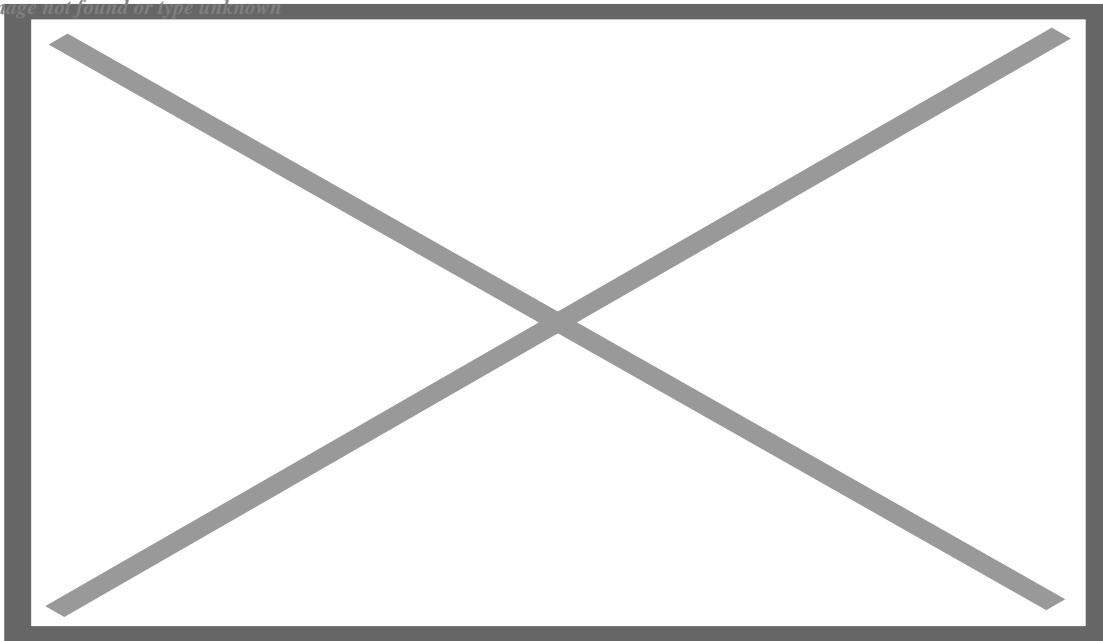


La Bolivie rejette les déclarations de l'OEA sur les poursuites judiciaires contre les putschistes

Image not found or type unknown



La Paz, 17 mars (RHC)- Le Ministère des affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie a rejeté les opinions de Luis Almagro par lesquelles il vise à nuire à un gouvernement démocratiquement élu.

Le Gouvernement bolivien a rejeté les déclarations du Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, au sujet de la procédure judiciaire engagée contre les auteurs du coup d'État.

Dans un communiqué, le ministère bolivien des Affaires Étrangères de la Bolivie a assuré que ce personnage n'a aucune autorité morale ou politique pour se référer à ce pays andin et, sous prétexte de défendre les droits de l'homme, il favorise des intérêts privés et politiques et oublie les violations, les morts et les persécutions commises par le régime de facto.

"Ses actions ont coûté des vies humaines et il doit rendre des comptes pour son comportement partial et non objectif", dénonce le texte, en se référant aux déclarations du secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA) du 15 mars.

Il a précisé qu'Almagro doit se préoccuper des conséquences de sa Mission d'Observation Électorale lors des élections générales de 2019, lorsqu'il ne s'est pas conformé aux normes requises et a émis un rapport manipulé, sans éléments ni preuves d'une présomption de fraude, ce qui a contribué au bouleversement social qui a entraîné le coup d'État dévastateur contre le président de l'époque, Evo Morales (2006-2019).

"Le Ministère des affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie rejette les vues de Luis Almagro qui visent à nuire à un gouvernement démocratiquement élu, quand, en son temps, il a évité de se prononcer sur les violations des droits de l'homme sous le gouvernement de facto de Jeanine Áñez", a rappelé la note.

Elle a également invité le représentant de l'OEA à reconduire ses actions et à les inscrire dans le cadre des principes fondamentaux de la Charte de l'OEA et d'autres instruments adoptés par les États membres, pour promouvoir et consolider la démocratie représentative dans le respect du principe de non-intervention sur le continent.

Par ailleurs, le gouvernement mexicain a rappelé au secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Almagro, "de se conduire conformément à ses pouvoirs" et d'éviter des positions qui tentent d'avoir une ingérence dans les affaires intérieures de l'État plurinational de Bolivie.

Efraín Guadarrama, Directeur général des organismes et mécanismes régionaux américains du Ministère des relations extérieures (SRE) et Coordonnateur national du Mexique auprès de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) a censuré la nouvelle tentative d'Almagro d'intervenir dans ce qui a été résolu par les autorités boliviennes avec l'arrestation de Jeanine Áñez, qui a dirigé le gouvernement de facto après le coup d'État de cette nation.

Le secrétaire général de l'OEA s'est dit "préoccupé" par l'arrestation d'Áñez, qui est accusée d'avoir aidé à fomenter un coup d'État contre le gouvernement socialiste du président renversé Evo Morales Ayma.

"Nous rappelons au secrétariat général de la OEA qu'il doit se conduire conformément à ses pouvoirs, en encourageant le dialogue, le consensus et le règlement pacifique des différends dans l'hémisphère, et non en polarisant l'organisation déjà divisée" a signalé cet après-midi, le fonctionnaire du ministère mexicain des Affaires Étrangères, également dans un tweet, partagé par le ministre, Marcelo Ebrard Casaubón.

Guadarrama a ajouté que l'appel à Almagro inclut l'abandon des positions qui cherchent à avoir une ingérence dans les affaires intérieures de la Bolivie.

"Le secrétariat général doit tenir compte de la nature collégiale de son mandat et s'abstenir de s'opposer à un gouvernement démocratiquement élu tel que le Bolivien".

Source Cubadebate

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/250993-la-bolivie-rejette-les-declarations-de-loea-sur-les-poursuites-judiciaires-contre-les-putschistes>



Radio Habana Cuba